

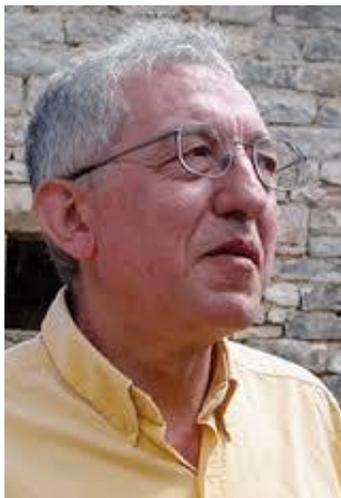
«L'Europe ne sait plus où elle va»

Author : Michel Juffé

Categories : [Politique](#)

Date : 1 janvier 2019

ANALYSE : L'année qui s'ouvre sera celle d'élections européennes. D'ici mai, iPhilo publiera plusieurs textes sur l'Europe. En voici un premier de Michel Juffé qui a lu le dernier essai de Jean-François Billeter : face à la Chine, à l'Amérique ou à la Russie, peut-il exister une République européenne qui ne soit cependant pas une nation ?



Né en 1945, [Michel Juffé](#) est un philosophe français, intéressé aux questions d'éthique, de philosophie politique et d'écologie. Il fut conseiller du vice-président du conseil général de l'écologie et du développement durable (2003-2010) et a enseigné dans plusieurs grandes écoles et universités. Auteur d'une douzaine d'ouvrages, il a récemment publié [Sigmund Freud – Benedictus de Spinoza, Correspondance, 1676-1938](#) (Gallimard, 2016), [Café-Spinoza](#) (Le Bord de l'eau, 2017), [Liberté, égalité, fraternité... intégrité](#) (L'Harmattan, 2018) et [A la recherche d'une humanité durable](#) (L'Harmattan, 2018).

Jean-François Billeter, sinologue réputé, est direct : «L'Europe ne sait plus où elle va. Elle est devenue incapable de tirer de son passé une idée de son avenir». (*Demain l'Europe*, Allia, janvier 2019). Elle risque d'être «dépecée» par trois nations : la Russie, les États-Unis d'Amérique et la Chine. Or, elle-même n'est pas une nation «et ne le sera jamais».

Il faut donc proclamer une république européenne fondée, *dixit* Cicéron, par : «un accord sur le droit et une communauté d'intérêts». Cela implique se dissocier de son passé, sans le renier, et de *remplacer* la souveraineté nationale par une souveraineté européenne. Et de créer un véritable gouvernement européen, avec une assemblée législative élue au suffrage universel et un sénat élu par les régions, qui sont «la substance vivante de l'Europe». Les pratiques administratives seront unifiées : un seul passeport, un n° de Sécurité sociale, un seul système de droit sociaux et du travail, un seul système de diplômes. Les régions mettront fin au nationalisme : elles auront leurs propres institutions, leurs coutumes et leurs langues.

Je tiens en ce point à souligner un parti pris important : cette proposition sort du dualisme nations *versus* mondialisation. Il les récuse autant l'un que l'autre : une *Europe fédérale des régions* n'est ni mondialiste ni nationaliste. En même temps, elle donne une réelle force politique à l'Europe en tant qu'Union et elle renforce la diversité de ses composants, les deux pouvant engendrer une conduite évolutive : respect de quelques principes, adaptation à des circonstances diverses.

Restent à régler deux problèmes :

- Qui va porter cette idée et la transformer en constitution ?
- Si cela aboutit quelle capitale ? Quelle langue officielle ? Quelle administration ?

Le projet de Jean-François Billeter - il le dit - n'est qu'une esquisse (qu'il reconnaît emprunter à Ulrike Guérot, laquelle a créé à Berlin un institut de recherches, *European Democracy Lab*), destinée à faire penser, face au défaitisme ambiant.

Avant de parler des *fondements* qu'il donne à cette esquisse, je tiens à évoquer des projets plus anciens. En commençant par **Charlemagne** (742-814). C'est à cette époque que naît l'idée d'une unité politique et culturelle de l'Europe, et même qu'on parle d'Europe et non plus d'Occident. Un Empereur chrétien sera le pendant temporel de l'empire spirituel exercé par le Pape. Comme Charles Quint (1500-1558), après d'autres tentatives, y échoue, notamment par l'opposition des rois de France, il faut se résigner à l'idée que chaque roi est «empereur» en son royaume, et que l'Europe restera divisée en quelques clans rivaux (bien que souvent apparentés par les familles royales).

Sully est l'un des premiers à écrire - vers 1620 - le projet d'une Europe de *nations unies*. Son but est de diminuer la puissance des Habsbourg et de *poser les fondements d'une paix perpétuelle*. L'Europe sera divisée en trois groupes de puissances : les monarchies héréditaires, les monarchies électives et trois républiques fédérales (Helvétie, Belgique, Italie). Les trois religions en présence - catholicisme, luthéranisme et calvinisme - seront admises. La guerre, sauf celle contre les Turcs, sera mise hors la loi. Six conseils locaux régleront les affaires régionales, un septième, qui se réunira dans une ville d'Europe Centrale, tranchera les litiges d'ordre général. Le désarmement général sera rendu obligatoire ; une force de police internationale sera créée, à partir de contingents fournis par toutes les puissances ; la direction en sera confiée au Conseil Général.

Chaque pays gardera ou adaptera le type de constitution qui lui convient le mieux suivant ses traditions ou inclinations.

C'était déjà beaucoup, mais à cette époque il était inconcevable de déclarer une Europe unie sans christianisme et sans monarchies. D'autres projets verront le jour, au fil des siècles, avec l'idée d'une assemblée perpétuelle destinée à arbitrer les litiges et à régir les rapports entre les États (**Bernardin de Saint-Pierre**, 1713). En 1814, **Saint-Simon** publie *De la réorganisation de la Société européenne*. Il parle des «intérêts communs et des engagements solides». Il imagine un *grand parlement* qui jugera les litiges entre gouvernements, prendra en charge l'instruction publique, rédigera un code de morale :

«Il y aura entre les peuples européens ce qui fait le lien et la base de toute association politique : conformité d'institutions, unions d'intérêts, rapports de maximes, communauté de morale et d'instruction publique...»

Après deux guerres mondiales les ambitions sont devenues plus modestes

La déclaration que prononce le 9 mai 1950 Robert Schumann précise que l'Europe se construira par l'établissement de «solidarités de fait» entre États, par des réalisations pragmatiques et progressives, et non par l'adoption d'une Constitution d'«en haut» : c'est en bâtissant concrètement l'Europe, pas à pas, qu'on approchera l'union. Nous en voyons à présent le résultat : des nationalismes toujours aussi florissants, des relations industrielles et commerciales toujours aussi antagoniques, des désaccords profonds sur les valeurs essentielles : hospitalité, justice, identité européenne, etc.

Article 2 du traité créant la CEE

La Communauté a pour mission, par l'établissement d'un marché commun, d'une Union économique et monétaire et par la mise en œuvre des politiques ou des actions communes visées aux articles 3 et 3 A, de promouvoir un développement harmonieux et équilibré des activités économiques dans l'ensemble de la Communauté, une croissance durable et non inflationniste respectant l'environnement, un haut degré de convergence des performances économiques, un niveau d'emploi et de protection sociale élevé, le relèvement du niveau et de la qualité de vie, la cohésion économique et sociale et la solidarité entre les États membres.

En 2018, nous lisons ceci, d'un défaitisme qui frôle le nihilisme : «Nous avons l'ambition de travailler de manière détachée, avec un point de vue réaliste : contrairement peut-être aux générations précédentes de chercheurs, nous ne croyons plus à cette idée que les États vont finir par se dissoudre dans un super-État européen, capable de fédérer la fidélité et la loyauté des

peuples» (Virginie Guiraudon, organisatrice d'un congrès international tenu à Sciences Po Paris, 13 au 15 juin 2018).

Une déclaration d'*impuissance* qui correspond aux cinq scénarios que propose le *Livre blanc sur l'avenir de l'Europe* (1er mars 2017) :

- S'inscrire dans la continuité : l'UE à 27 s'attache à mettre en œuvre son programme de réformes positives.
- Rien d'autre que le marché unique : l'UE à 27 se recentre progressivement sur le marché unique.
- Ceux qui veulent plus font plus : l'UE à 27 permet aux États membres qui le souhaitent de faire plus ensemble dans des domaines spécifiques.
- Faire moins mais de manière plus efficace : l'UE à 27 concentre ses efforts sur des domaines d'action choisis où elle fournit plus de résultats plus rapidement, et réduit ses interventions dans les autres domaines.
- Faire beaucoup plus ensemble : les États membres décident de faire beaucoup plus ensemble dans tous les domaines d'action.

Il n'est pas question de fédération ou d'unité politique européenne, mais de faire plus ou moins, en étant plus ou moins nombreux... la même chose : une Europe des Nations, les principaux *traits d'union* étant la défense contre le migrant (qui nous envahit physiquement), l'islamiste radical (qui envahit nos esprits et tue ses détracteurs), le commerce mondial (qui nous envahit de ses produits de basse qualité).

Cela me remet en mémoire ce qu'écrivait **Hugo von Hofmannsthal**, lorsqu'il imaginait le futur désirable de l'Europe, alors que la Grande Guerre n'était pas finie. Ce sont les notes de son discours à propos de «L'idée d'Europe» (conférence prononcée à Berne le 31 mars 1917)^[1]. Il rêve d'une Europe des lettres, qui serait autre que la régulation centralisée des affaires. Il accuse le culte de la sécurité, du confort sans beauté, de l'agir ramené à «faire du commerce» (*handeln*), de l'argent comme valeur suprême, remplaçant Dieu. L'Europe privilégie l'être et a perdu le devenir (il cite Nietzsche comme un de ceux qui sont capables de penser une autre Europe que celle des nations). L'Europe qu'il souhaite sera le flambeau de la planète et, au cœur de cette Europe (allemande, slave et latine), l'Autriche sera un moteur, comme il l'écrit dans un article paru la même année (1917) dans la *Neue Zürcher Zeitung* (la *Nouvelle gazette de Zurich*). Moteur de quoi ? D'une Europe spirituelle, issue de l'Empire romain et du Saint Empire qui lui a succédé en «essence», et ainsi «apparentée à l'Église catholique». L'Autriche devra «harmoniser» le monde germano-latin avec le monde slave. Hofmannsthal récuse autant les nationalistes que les socialistes ou les «parlementaristes». Son Europe est spirituelle, unie par un «attachement religieux à soi-même». Cet «espace spirituel» dont il reparle en 1927 (discours prononcé à l'université de Munich) est fait de synthèses, alors que l'attitude romantique disperse et que «l'esprit philistin de la culture» le rétrécit.

On peut déplorer que Hofmannsthal, Viennois s'il en est, s'en tienne à l'Empire romain germanique, mais on peut s'interroger sur ce que signifie «l'attachement religieux à soi-même». Lequel n'a sûrement pas lieu sous l'égide du commerce, de la sécurité, du bavardage ou de la bondieuserie.

Lorsqu'on lit les contemporains de Hofmannsthal ou ses jeunes amis, tels que Robert Musil, Stefan Zweig ou Hermann Broch, ils partagent tous la nostalgie d'un «empire» sans nations, d'une culture européenne polyvalente, fondée sur les arts, lettres et sciences et - qu'ils l'explicitent ou non - sur le règne de la *raison*, autrement dit de l'immanence (pas de Dieu créateur, pas de monde invisible qui nous dicte notre conduite) et de l'*expérience* (pas d'idéalisme fondé sur des phrases creuses ou des images pieuses). Qu'ils le déclament ou non, ces auteurs se situent dans la filiation d'Empédocle et d'Épicure, puis de Spinoza, Hume, Darwin, Nietzsche et Freud - dont le point commun a été formulé à la perfection par Spinoza : «Il n'y a pas de lumière supérieure à la Nature, il n'y a pas d'autorité extérieure aux hommes».

Je reviens ainsi à Jean-François Billeter. Pour bâtir l'Europe dont il esquisse les traits, il faut expliciter à quelles fins. Celles-ci sont très simples à formuler : rechercher ce que sont nos besoins et désirs fondamentaux. Comment s'y prendre ? En s'inspirant du programme d'une «société ouverte» (celle qui est placée sous *l'autorité de la raison*) et qu'exprime la formule : «Déclaration des droits de l'homme et du citoyen». Car celle-ci, dit-il, implique l'égalité de tous, notamment quant au droit d'être respecté en tant qu'être humain. Dont tout le reste découle. En particulier la primauté du politique sur l'économique. Ce qui signifie en finir avec «l'assujettissement de toute vie sociale à l'accroissement sans fin du capital».

Par suite, il préconise une série de mesures légales :

- Annulation des dettes envers les puissances financières ;
- Système bancaire public ;
- Interdiction aux banques privées de créer de la monnaie ;
- Limitation des intérêts ;
- Taxe sur les opérations financières ;
- Système de redistribution équitable ;
- Services publics et biens communs inaliénables.

Avec cette sortie du capitalisme, pense-t-il, les abus cesseront : pas de gaspillage organisé, pas de «technologie écervelée», une délibération populaire sur l'orientation des recherches scientifiques, confiscation des excédents de richesse qui permettent de s'emparer d'autrui (on retrouve Rousseau).

Oui, mais pour quelle société ? Quelle finalité ?

Pour y parvenir nous devons nous connaître, savoir ce qui nous est essentiel, ce qui accroît notre

puissance d'agir (la formule est de Spinoza). C'est l'intégration, c'est-à-dire une combinaison de nos forces telle qu'elle produise une activité d'une qualité supérieure, qu'elle nous perfectionne : «la perfectibilité est l'essence du sujet» (encore Spinoza et ce qu'il appelle *labéatitude*, qui n'est pas un état mais l'accroissement continu de la connaissance-et-amour des choses, de soi-même et de la Nature).

Comme la perfection peut être atteinte (ce n'est pas un mirage), Billeter en tire une conséquence majeure : une loi du fini au lieu de la poursuite infinie de biens inatteignables, car illusoire. Ainsi, individus et communautés pourront atteindre des fins, parfaire des activités, se réaliser pleinement. Ce sera une nouvelle phase de l'histoire humaine, inédite.

Je n'en dirai guère plus sur ce que Billeter appelle *activité*, sauf à renvoyer, comme il le fait lui-même, aux deux ouvrages où il développe cette notion : *Un paradigme* (Allia, 2012), *Esquisses* (Allia, 2018). Tout de même : l'activité s'oppose à la passivité ; elle est ce que nous accomplissons à la perfection et par quoi nous nous perfectionnons.

Besoins et désirs essentiels

Reste que je ne vois pas très bien ce qu'il appelle «besoins et désirs essentiels» et je me demande comment on se rend compte d'une intégration des activités qui soit autre qu'une nouvelle forme de désirs sans fins non assouvis. Je vais en donner un exemple très caricatural. Supposons qu'il existe deux catégories d'êtres humains : pour les uns les besoins/désirs essentiels sont : manger des céréales, boire de l'eau fraîche, habiter une maison individuelle à la campagne, lire des livres, fraterniser avec le reste de la nature. Pour les autres : manger de la viande, boire de la bière, habiter un appartement en ville, se livrer à des jeux de hasard (du Loto à la Bourse), être en compétition avec ses semblables. Si l'une ou l'autre de ces catégories devient dominante ou si elles se partagent la planète en deux zones distinctes, nous aurons deux mondes très différents, voire incompatibles. Admettant que le premier monde soit préférable car il permet une plus grande intégration (au sens de Billeter) comment parvenir à faire admettre à une population suffisamment importante cette préférence ? Conviction ? Persuasion ? Contagion ? Coercition ? Séduction ? Les «idées vraies» auront-elles cette force de persuasion (ou de contagion ou autre) ?

Spinoza s'est attaqué à ce problème et croit l'avoir résolu, par la puissance de l'esprit. Nietzsche a imaginé une solution dont il est le premier à douter. Freud a toujours balancé entre possible et impossible.

J'y ajoute mon grain de sel. Les désirs fondamentaux - communs à l'espèce humaine sinon ils ne sont pas fondamentaux, me paraissent être les suivants :

- D'abord exister, c'est-à-dire jouir d'un minimum de sécurité ; c'est la recherche de la concorde, sous toutes ses formes, y compris en évitant de nuire aux autres espèces (sa

- caricature est la surveillance généralisée, qui vise à la soumission)
- Ensuite se perpétuer, par sa descendance, ses œuvres, ses actions - se projeter dans un futur consistant, avoir confiance en l'avenir, bâtir des institutions stables, s'établir quelque part, habiter et cohabiter (et non la "disruption" permanente, qui n'est que perte de sens, d'orientation) ;
 - Egalement s'activer de manières variées, choisir son mode de vie, accepter et favoriser la diversité sociale, culturelle, au sein de l'espèce humaine et dans le monde vivant (à l'opposé : la consommation de masse, offrant les mêmes produits avec d'infimes variantes) ;
 - Enfin et peut-être surtout, pouvoir inventer, créer, se recréer, jouer, se lancer dans l'inconnu, et ainsi se ressourcer le plus souvent possible, et se rendre éminent sans qu'il soit besoin de dominer qui ou quoi que ce soit (imitée par les «jeux» d'adresse ou de hasard monotones).

Pour satisfaire de tels désirs, les institutions, les lois, les modes de gouvernement sont des moyens nécessaires, mais qui ne sont rien sans leurs fins.

[1] In *Œuvres en prose*, Le Livre de Poche, 2010, p. 707-722.